



Artikel

Annie Lacroix-Riz: Paris face aux relations politiques germano-américaines, 1945-1949. In: Themenportal Europäische Geschichte (2007), URL: <http://www.europa.clio-online.de/2007/Article=189>.

Die Druckversion des Artikels findet sich in:

Chantal Metzger, Hartmut Kaelble (Hgg.): Deutschland - Frankreich - Nordamerika: Transfers, Imaginationen, Beziehungen. Stuttgart: Franz Steiner Verlag 2006, S. 21-34.



PARIS FACE AUX RELATIONS POLITIQUES GERMANO-AMÉRICAINES, 1945–1949

Annie Lacroix-Riz

La politique française prise entre deux feux : d'une part, l'inquiétude du maintien de la politique américaine de l'entre-deux-guerres de reconstruction prioritaire de l'Allemagne (en l'occurrence ses zones occidentales) et tentative d'y faire obstacle, affaiblie au fil des années. D'autre part, la tendance à l'alignement sur cette ligne considérée comme aussi inévitable qu'à l'ère du Plan Dawes. Alignement explicable non seulement par les fortes pressions américaines exercées sur la France mais aussi par les motivations proprement françaises, comme après la Première Guerre mondiale, en faveur d'un compromis avec l'Allemagne occidentale.

Die französische Politik im Kreuzfeuer: Einerseits die Besorgnis über die Aufrechterhaltung der amerikanischen Politik der Zwischenkriegszeit, Deutschland vorrangig wieder aufzubauen (in diesem Fall seine Westzonen), und der mit den Jahren schwächer werdende Versuch, dies zu verhindern. Andererseits die Tendenz, sich dieser Linie anzupassen, die ebenso unvermeidbar wie die Ära des Dawes Plans erscheint. Diese Ausrichtung erklärt sich nicht nur aus dem starken amerikanischen Druck auf Frankreich sondern auch durch eigene französische Interessen, die wie nach dem Ersten Weltkrieg auf einen Kompromiss mit Deutschland hinauslaufen.

Paris géra au terme de la Deuxième Guerre mondiale ses relations allemandes en compagnie de Washington comme après la guerre précédente, mais avec une autonomie considérablement réduite. Le grand vainqueur de 1918, auteur principal des traités remodelant l'Europe et maître du sort, sur le papier, du Reich, ne comptait pas parmi les vrais vainqueurs de la guerre suivante, son destin international ayant été gravement obéré par la catastrophe de juin 1940 et ses suites. Nombre de dirigeants français avaient attendu quelques années de non règlement conjoint des réparations et des dettes de guerre pour se plier ouvertement à la ligne de Washington exclusive de toute « politique dure » : étape acquise entre la renonciation à l'occupation de la Ruhr et le traité de Locarno, « expression politique du Plan Dawes ».¹ Il devint depuis lors délicat de distinguer entre les origines américaines et françaises de l'Apaisement, les secondes s'imposant au fil des années séparant 1925 de 1940.²

1 Costigliola, Frank, *Awkward Dominion. American Political, Economic and Cultural Relations with Europe, 1919–1937*, Ithaca, Cornell UP, 1984, p. 216 et chapitres I–IV (et n. suiv.).

2 Lacroix-Riz, Annie, *Frankreich und die europäische Integration. Das Gewicht der Beziehungen mit den Vereinigten Staaten und Deutschland, 1920–1955*, dans Sandkuehler, Thomas et al. (sous la dir. de), *Beiträge zur Geschichte des Nationalsozialismus*, vol. 18, Göttingen, Wallstein Verlag, 2002, p. 145–194 ; Lacroix-Riz, Annie, *Le choix de la défaite. Les élites françaises dans les années trente*, 2005 (qui évoquera aussi la question, négligée ici, de « la gouvernante anglaise », paravent à tout faire).

Le nouvel État français issu de la Libération, dirigé jusqu'en janvier 1946 par de Gaulle, reprit l'héritage de la politique allemande en compagnie d'un seul des deux grands vainqueurs du Reich, l'américain. L'autre, l'URSS, celui dont l'armée avait écrasé la Wehrmacht, comme naguère l'armée française la Reichswehr, joua alors surtout le rôle du vilain en chef qu'avait occupé naguère la France, maintenue à ce poste, mais à titre secondaire : il sera négligé ici.³ C'est la perception par la France de son impuissance, face à Washington, dans la reconstitution de l'héritier du Reich et son adaptation, rapide, à cette situation entre 1945 et 1949 qui fera l'objet de cette communication. Adaptation d'autant plus rapide que les mêmes hommes qui avaient assumé la renonciation aux objectifs de Versailles, tel André François-Poncet, furent sollicités à l'heure du ralliement, fortement contraint, à la Trizone occidentale. L'ambassadeur à Washington de l'après-Libération (1945–1955), Henri Bonnet, lui avait ouvert la voie.

Du bon usage de la tactique humanitaire

Des bundistes aux frères Dulles

Paris porta grande attention à la reprise précoce, aux États-Unis, de la tactique humanitaire qui triompha avec le retour au grand jour depuis l'automne 1945 d'organisations du genre de l'*American Relief for Germany, Inc.* : sous cet intitulé se cachait (mal) le *Bund* hitlérien de Fritz Kuhn si actif avant-guerre, et qui, depuis son siège, dans le fief du mouvement « germano-américain », Chicago, avait essaimé partout, Est compris. Comme après l'autre guerre, les diplomates français recensèrent les lamentations sur la pauvre et bonne Allemagne, à forte tonalité chrétienne. Elles leur rappelaient l'ère de la collaboration américano-vaticane pour la défense et illustration de l'Allemagne d'après 1918 martyrisée par le bourreau français, ses *bambini affamati* (Benoît XV), les horreurs de la « honte noire », le fardeau intolérable des réparations imposées par le vainqueur, le tableau des effarants « progrès du bolchevisme en France » dressé par la presse Hearst et ses semblables, etc.⁴

Outre l'appareil d'État, Département d'État en tête, toutes les grandes institutions américaines furent associées à la campagne en faveur de l'Allemagne martyre, du Congrès aux églises chrétiennes en passant par la grande presse. Henri Bonnet dressa depuis le début de 1946 la liste des initiatives quotidiennes que le Congrès avait sollicitées, notamment via l'appel signé par 34 sénateurs adressé à Truman le 15 décembre priant le président de « prendre les mesures nécessaires

3 Sur l'impuissance allemande de Moscou et la complète maîtrise américaine du sort de l'Allemagne, Eisenberg, Carolyn, *Drawing the Line. The American decision to divide Germany, 1944–1949*, Cambridge University Press, 1996, synthèse la plus complète de quarante ans d'historiographie américaine sur la politique américaine en Allemagne.

4 Tél. Cazenave n° 25177, New York, 31 octobre 1919, *Amérique États-Unis 1918–1940*, vol. 19, propagande allemande, avril 1918–mai 1922, archives du Ministère des Affaires étrangères (plus loin MAE) ; Lacroix-Riz, Annie, *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914–1955)*, Paris, Armand Colin, 1996, particulièrement p. 53 et 157–171.

pour enrayer la famine qui s'étend sur l'Allemagne et l'Autriche ».⁵ L'émotion « en faveur de la population allemande » déferla dès lors sur les États-Unis, au grand dam d'« un certain nombre d'officiers américains » en poste dans la zone d'occupation revenus chez eux en congé.⁶ L'*American Relief for Germany, Inc.* bundiste fut associée aux pleurs : sa reconnaissance officielle, le 19 février 1946, par le *President's War Relief Control Board* et son intégration consécutive au *Council of Relief Agencies Licensed for Operations in Germany* lui vaudraient, comme à la foule de ses pareilles, d'énormes subventions; elles lui permettraient surtout, comme du temps du Bund, de remplir « les poches des Bundistes » et d'alimenter leur propagande.⁷ Bonnet et la Direction Amérique admirent à quel degré de triomphe « les avocats d'une paix 'douce' » étaient parvenus avec les « facilités nouvelles qui leur [étaient] désormais accordées pour intéresser au sort du Reich le public américain ».⁸

Les églises chrétiennes avaient entrepris en pleine guerre la réhabilitation de leurs consœurs allemandes, appelées à guider comme naguère la population. La paix venue, elles poursuivirent, en la même compagnie et avec une énergie redoublée, la tâche « humanitaire » (une de leurs nombreuses missions) dans laquelle Paris voyait un masque de la reconstruction prioritaire de l'Allemagne.⁹ Les représentants directs des grands intérêts américains en Allemagne, aux activités religieuses tapageuses, recoururent à la même tactique. À leur sommet se dressait John Foster Dulles, associé de la très puissante firme d'avocats d'affaires Dulles, Sullivan and Cromwell, et président du *Federal Council of the Churches of Christ*. Sa carrière professionnelle et politique avait été, depuis la Conférence de la Paix de 1919 où il avait ferrailé contre le principe de réparations imposées à l'Allemagne vaincue, vouée à la défense des intérêts bancaires et industriels germano-américains, comme celle de son frère Allen, associé de la firme de New York et chef de l'OSS qui, en poste à Berne de novembre 1942 à juillet 1945, prépara la réorganisation politique et économique des zones occidentales du Reich et pas de la zone américaine seulement.¹⁰ Sur ces deux champions de la « paix

5 Dépêche n° 124, Washington, 11 janvier 1946, Europe Allemagne 1944–1949 (plus loin Allemagne), vol. 75, Politique américaine, décembre 1944–juin 1946, MAE.

6 Note de la mission de liaison française auprès de l'USFET, 15 février 1946, Allemagne, vol. 75.

7 Dépêche de Bonnet n° 504, Washington, 20 février, et PM du 22 janvier 1946, B Amérique États-Unis 1944–1949 (plus loin États-Unis), vol. 172, occupation de l'Allemagne, janvier–juin 1946, MAE. Traduit par moi.

8 Citations respectives, dépêche de Bonnet, réf. n. 7 et note de la Direction Amérique, 15 avril 1946, Allemagne, vol. 75. Exemples du déferlement, Lacroix-Riz, Annie, « Bonne Allemagne » ou reconstruction prioritaire. Paris et Washington du départ du Général de Gaulle à la Conférence de Moscou (janvier 1946–printemps 1947), dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 169, janvier 1993, p. 145–150 (137–177).

9 Lacroix-Riz, Le Vatican, chapitres 10–11 ; idem, Églises et retour au statu quo en Allemagne occidentale (1945–1949), dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, numéro spécial, Les deux Allemagnes dans la Guerre froide, n° 210, avril–juin 2003, p. 19–46.

10 Sur les Dulles, voir Stuart Martin, James, *All Honorable Men*, Boston, Little, Brown and C°, 1950 ; Alperovitz, Gar, *Dickering with the Nazis*, dans *Cold War Essays*, Cambridge (Mass.),

douce », le Quai d'Orsay compléta ses informations directes par la revue très documentée de la *Society for the Prevention of World War III, Prevent World War III*, fondée par Henry Morgenthau et ses amis, écartés depuis l'été 1945 des responsabilités gouvernementales pour réticence à la « paix douce ».¹¹

L'aîné des deux frères organisa la phase « religieuse » de la reconstruction avant de se vouer publiquement à la tâche plus séculière de la réorganisation financière et industrielle de la Ruhr. De la première phase, Paris retint notamment la session du « Conseil mondial des Églises », début août 1946 à Cambridge où, en présence de trois délégués allemands, J. F. Dulles déclara indispensable de « combattre contre la vengeance », critiqua l'attitude hostile des troupes d'occupation et dénonça « le travail forcé (*slave labor*) » imposé « dans des terribles conditions » aux Allemands en violation des engagements alliés imprimés sur les tracts qui les avaient incités à la capitulation.¹² Les services de renseignements, sphère du frère cadet, jouèrent un rôle aussi notoire dans l'« humanitaire ».

Du truchement suisse au Congrès

Ils usèrent notamment du truchement de la Suisse qui, soucieuse de complaire aux États-Unis et d'échapper aux « listes noires » dont ils la menaçaient pour rapports trop durablement intimes avec le Reich, et dotée de raisons économiques propres de ménager sa grande partenaire allemande, compta parmi les soutiens les plus précoces de son relèvement : au motif exclusif (routinier mais trompeur) de « lutte contre la propagande soviétique [...] la Croix-Rouge Suisse et les Œuvres suisses de bienfaisance » furent au tournant de 1945 chargées de distribuer des « secours en provenance des U. S. (*sic*). ».¹³ La Suisse montra autant d'allant pour dénoncer à partir de l'automne 1945, sous la même impulsion et via le Comité international de la Croix-Rouge, la violation des prescriptions de la Convention de Genève sur le traitement des prisonniers de guerre allemands par « les Français [qui les] affam[ai]ent ». Cette vaste campagne larmoyante suivit la conclusion d'un accord franco-américain, le 24 septembre, sur la question.¹⁴ Elle avait pour

1970, p. 25–33 ; Pruessen, Ronald W., John Foster Dulles. The road to power, New York, Macmillan, 1982 ; Higham, Charles, Trading with the Enemy. An exposé of the Nazi-American Money Plot, 1933–1949, New York, Delacorte Press, 1983 ; Trepp, Gian, Bankgeschäfte mit dem Feind. Die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich im Zweiten Weltkrieg. Von Hitlers Europabank zum Instrument des Marshallplans, Zurich, Rotpunktverlag, 1996 ; Lacroix-Riz, Annie, Industriels et banquiers français sous l'Occupation. La collaboration économique avec le Reich et Vichy, Paris, Armand Colin, 1999, p. 447–449 ; divers travaux sur l'Allemagne cités ici.

11 Tous les fonds Allemagne et États-Unis cités ici.

12 Dépêche de Bonnet n° 1446, Washington, 17 août 1946 et article joint du New York Times du 8, traduit par moi, États-Unis, vol. 173, occupation de l'Allemagne, juillet–décembre 1946, MAE.

13 Note sur les « secours suisses en Europe centrale », 8 janvier 1946, origine, dépêche de Berne n° 14, Allemagne, vol. 75.

14 Tél. 4748 de Massigli, Londres, 12 octobre (information du correspondant à Francfort du Daily Express), et correspondance depuis le 25 septembre 1945, Allemagne, vol. 22 ; Prisonniers de guerre, août 1944–août 1946, MAE.

but de faire lâcher par la France la force de travail allemande tout juste acquise qui rendait si grand service à sa reconstruction dans les mines et l'agriculture surtout, « réparation » qui indisposait les États-Unis. Elle précéda juste la notification, fin janvier 1946, de l'exigence américaine de « la libération totale, au plus tard le 1^{er} octobre 1947, de l'ensemble des prisonniers de guerre transférés en France par le Commandement américain encore sous notre contrôle », soit 470 000. Cette exigence, commenta la direction des Affaires allemandes du Quai d'Orsay « n'est pas réalisable sous cette forme sous peine de compromettre toute l'économie française ». ¹⁵ L'éminente contribution suisse au sauvetage-recyclage des criminels de guerre, difficile à revêtir d'atours humanitaires, fut aussi efficace mais plus discrète.

Le Congrès ne larmoya pas moins que les « experts économiques » dépêchés dans la zone occupée depuis l'été 1945, de Calvin B. Hoover à Byron Price. La Commission bi-partisane (9 démocrates, 9 républicains) « sur la politique économique et les Plans d'après-guerre » (*House Special Committee on Post War Economic Policy and Planning*), surnommée, du nom de son Président William Colmer, démocrate du Mississippi, « Comité Colmer », dressa dans son rapport annuel depuis 1945 un tableau déchirant de l'Allemagne détruite. Celui qu'il déposa le 30 juin 1946 dut attendre publication jusqu'au 30 décembre suivant, c'est à dire le triomphe de la surenchère pro-allemande que connut Washington entre le discours de Stuttgart du secrétaire d'État Byrnes, le 6 septembre, et la victoire électorale républicaine de novembre 1946. Ses 38 pages se partageaient entre deux thèmes : 1° les vociférations contre les Soviétiques et les amis occidentaux présumés, aussi profiteurs et ingrats qu'entre les deux guerres, la France surtout ; 2° les pleurs sur l'Allemagne sacrifiée aux stupides directives JCS 1067 d'avril 1945 anéantissant son industrie, qui allaient répandre la subversion chez les Allemands condamnés à la misère et qui, notamment via les réparations arrachées aux Anglo-Saxons « sur l'insistance de la Russie et de la France », ruinaient le contribuable américain pressuré comme naguère. Son paragraphe « Reconstruction de l'Allemagne » s'ouvrait sur – et était formellement motivé par – la proclamation d'un impératif humanitaire d'extrême urgence : il fallait ranimer le peuple allemand transi et affamé, lui fournir des moyens de chauffage et porter sa ration alimentaire à 2 000 calories minimum et à 3 500 pour les mineurs. ¹⁶ Les larmoiements chrétiens, qui culminèrent entre la fin de 1946 et le début de 1947, inspiraient parfois aux hauts fonctionnaires français des propos peu diplomatiques. ¹⁷ Ils couvraient des pratiques, politiques et économiques, qui rajeunissaient

15 Note du 25 janvier 1946, Allemagne, vol. 22 et dossier, *ibid.* ; Allemagne, vol. 23, Prisonniers de guerre, août 1944–septembre 1947, MAE ; références de la n. 10 et leur bibliographie.

16 Rapport n° 2737, 79th Congress, 2nd session House report, joint à la dépêche de Bonnet n° 41, Washington, 6 janvier 1947, Allemagne, vol. 76, Politique américaine, juillet 1946–février 1947, MAE (Lacroix-Riz, « Bonne Allemagne », p. 150–152).

17 Tél. n° 415 de François Seydoux, Berlin, 20 décembre 1946, Allemagne, vol. 76 ; dépêche d'Armand Bérard n° 203, Washington, 28 janvier 1947, États-Unis, vol. 174, occupation de l'Allemagne, janvier–février 1947, MAE (Lacroix-Riz, « Bonne Allemagne », p. 149–150).

ceux, fort nombreux, dont la carrière avait commencé ou s'était déployée dans l'entre-deux-guerres.

La France et la reconstruction américaine de l'État allemand

Le sabotage de la dénazification politique et culturelle usa dès 1945, comme celui de la dénazification économique, de l'argument auquel la France recourut dans sa propre zone d'occupation du recours aux indispensables compétences. Parmi les nombreux artisans du retour au *statu quo* politique incompatible avec toute dénazification, l'État français distingua certains personnages. Il en fit parfois, tels Bonnet et Koenig, le commandant en chef de la zone française, des bêtes noires dont la dénonciation, éventuellement véhémement, évitait la mise en cause, inconcevable, de la politique américaine incarnée par le Département d'État. On en retiendra quatre (cinq avec Brüning), qui incarnent le double aspect, politique ou militaire et économique de la reconstruction prioritaire du Reich par les États-Unis.

Quelques symboles du retour précoce au statu quo

Allen Dulles

Allen Dulles avait amorcé à Berne une réorganisation politique dont les observateurs français établirent la complète continuité avec le passé récent. Le chargé d'affaires français à Berne, Garnier, informa Paris à l'été 1945 des tractations du représentant de Roosevelt et de l'OSS avec des « nationaux-socialistes notoires ». Parmi eux figurait le Dr Bernhard Gisevius, dirigeant nazi dès les années vingt, avec lequel le dirigeant américain des services secrets entretenait des relations assez étroites pour l'« emmener dans sa propre voiture » lorsque, en juillet 1945, il quitta « la Suisse pour rejoindre son nouveau poste à l'état-major du Général Eisenhower » à Washington.¹⁸ C'est surtout ici que se préparait l'avenir politique du Reich, auquel furent directement associés, au grand dam des agents français, des « émigrés » allemands d'un genre particulier.

Heinrich Brüning et Carl Friedrich

Parmi eux, entretenant aux États-Unis une germanophilie et une francophobie qui avaient caractérisé tout l'entre-deux-guerres, figuraient des universitaires ou momentanément devenus tels. Officiellement présentés comme anti-nazis, ces hérauts du grand Reich défendaient publiquement, la guerre à peine achevée, les frontières de 1937, les aveux sur la limite de 1938 ou au-delà ne seraient rendus publics que la Guerre froide déclarée, et insultaient la France pilleuse des Alle-

18 Dépêche de Garnier n° 942, Berne, 24 juillet 1945, États-Unis, vol. 171, occupation de l'Allemagne, juillet-décembre 1945, MAE, détails; Lacroix-Riz, Annie, Une « politique douce » précoce. Paris face à la politique allemande de Washington 1944-1945, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 3, t. 38-3, juillet-septembre 1991, p. 440-442 (428-461).

mands et des contribuables américains comme après l'autre guerre.¹⁹ L'ancien chancelier Brüning, dont le mandat de 1930–1932 avait tant contribué à l'avènement des hitlériens, avait gagné, en émigrant aux États-Unis, le droit d'enseigner les sciences politiques à Harvard - aux jeunes élites américaines, donc. Les Français suivirent (ou firent suivre) ses cours au plus tard en 1945. Ce parangon de l'alliance entre Américains et droite du *Zentrum*, jouissant d'une forte « influence dans les milieux catholiques haut placés », prônait alors « la résurrection d'une Allemagne démocratique mais forte ».²⁰ Début 1947, où l'on pouvait parler plus haut, Brüning « développ[ait] devant d'anciens GI's (300 à Fort-Devens College) « la thèse du nazisme accident dans l'histoire de la puissante, glorieuse et pacifique Allemagne, à laquelle il conv[enai]t de faire crédit, ne serait-ce qu'en vue de se garantir 'du danger rouge qui déferl[ait] sur l'Europe, de Varsovie à Paris' » ».²¹

Plus décisif fut, pendant l'ère fondatrice de la République fédérale d'Allemagne, le rôle politique (et militaire) de Carl Friedrich, père de la Constitution ouest-allemande. Alfred Grosser dressa naguère le portrait embelli de ce « conseiller écouté du gouvernement militaire », un des nombreux « professeurs émigrés » démocrates embauchés par les universités américaines « après avoir quitté l'Allemagne avant Hitler », et qui, après édifié les institutions démocratiques de la RFA, reprit son prestigieux poste de Professeur de Science politique, se partageant « pour trois décennies » entre Harvard et Heidelberg.²² « Familier de l'ancien chancelier Brüning », cet intellectuel nazi formé à Heidelberg, naturalisé américain en 1937, publiait encore en 1936 dans les revues nazies et figurait sur le « Who is who » nazi de Berlin.²³ Les agents français traquèrent sans répit depuis 1944 ce professeur de « l'École d'Administration à l'Étranger » (*School for Overseas Administration*) chargé de former les officiers américains qui occuperaient les pays vaincus et de les initier à la « dénazification ». Condensé de pan-germanisme et de gémissements sur l'Allemagne victime de la France, Friedrich faisait bouillir les représentants du Quai d'Orsay. Bonnet lui-même ne pratiquait pas à son sujet la naïveté ou l'aveuglement volontaire.²⁴ À l'exception de Michel

19 Sur la contribution universitaire à « la germanophilie et la francophobie [...] générales [qui] sévissent dans tous les milieux de la société » américaine, rapport de Melle Colin joint à la dépêche du Consul de France à Genève à l'ambassadeur de France à Berne, 23 septembre 1933, B Amérique 1918–1940, États-Unis, vol. 365, relations avec l'Allemagne, janvier 1933–juin 1934, MAE, et la série États-Unis–Allemagne et États-Unis–France 1918–1940 ; Offner, Arnold, *American Appeasement United States Foreign Policy and Germany 1933–1939*, New York, W.W. Norton & C°, 1976 (1ère édition 1969), p. 131–132.

20 Dépêche sans numéro d'Albert Chambon, consul à Boston, le meilleur agent de la France sur les Germano-Américains de l'Est, 12 décembre 1945, États-Unis, vol. 171.

21 Dépêche 85 de Chambon à Bonnet, Boston, 10 mars 1947, États-Unis, vol. 118, relations avec la France, janvier 1947–mars 1950, MAE.

22 Grosser, Alfred, *Les Occidentaux*, Paris, Le Seuil, 1981, p. 68.

23 Dépêche 121 (de Bonnet ?) à Debré, Washington, 20 mars 1946, États-Unis, vol. 172.

24 Mars 1944–janvier 1949, États-Unis, vol. 170–178, occupation de l'Allemagne, mars 1944–décembre 1948 ; vol. 179, relations États-Unis–RFA, janvier–juin 1949, MAE ; Allemagne, vol. 78–79, politique américaine en Allemagne, décembre 1947–juin 1949, MAE.

Debré qui, comme directeur de l'ENA, s'efforça d'obtenir de mars à juin 1946 de la direction Amérique l'invitation de cet allégué « francophile » et restaurateur de la démocratie allemande pour un cycle de conférences dans l'établissement, mais n'y parvint alors pas.²⁵ Il revint à la charge en avril 1948 : j'ignore la réponse de la direction Amérique, alors que Chambon dressait de Friedrich, « un des agents les plus actifs et les plus pernecieux, à l'université de Harvard, de [la] propagande » pangermaniste, un portrait toujours aussi sinistre – sans parler de celui de son fils, digne héritier, qui avait « transplant[é], à Harvard, les célèbres coutumes de duel au sabre de l'Université d'Heidelberg », dans le cadre du « club allemand ».²⁶ Debré illustra le degré de résignation qu'avait atteint Paris, à l'heure du ralliement à la Bizone, n'invokant que l'importance de l'individu, « un des conseillers pour l'élaboration du Plan Marshall » devenu, « après deux missions en Allemagne, conseiller auprès du général Clay ».²⁷

De Robert Murphy au général Clay

Robert Murphy, vieille connaissance, était aussi cordialement détesté par la France officielle après la guerre que pendant (vichystes et gaullistes réunis), pour motifs aussi coloniaux qu'allemands. En juin 1945, Henri Bonnet posa en champion d'une ligne « catholique » appuyée sur la droite et l'épiscopat (nazifiés) de l'ancien *Zentrum* ce conseiller politique, « catholique pratiquant et d'origine irlandaise [...], d'opinions nettement anticomunistes » comme son ami le général Donovan chef de l'OSS. Cette politique incitait « les officiers des affaires civiles à recourir aux services d'anciens nazis simplement parce qu'ils les consid[ér]ent comme des hommes énergiques ».²⁸ La France n'agissait pas autrement, elle qui maintint dans sa zone d'occupation de 1945 la « politique catholique » qui lui avait valu dans la Sarre des déceptions si cuisantes entre la victoire et le plébiscite de 1935 ; et y pratiqua souvent, comme les Américains²⁹, la politique que ceux-ci

25 Correspondance Debré-tandem Bonnet-Dennery (directeur Amérique), 20 mars, 4, 10 avril, 15 et 16 juin 1946, États-Unis, vol. 172.

26 Lettre de Chambon n° 129, Boston, 29 avril 1948, États-Unis, vol. 177.

27 Dépêche 195 du Secrétariat d'État aux Affaires allemandes et autrichiennes (AAA), Paris, 15 avril 1948, États-Unis, vol. 177. Précisions sur Friedrich, Lacroix-Riz, Une « politique douce », p. 429–430 ; idem, La dénazification politique de la zone américaine d'occupation en Allemagne vue par les Français (1945–1949), dans Martens, Stefan (sous la dir. de), Vom « Erbfeind » zum « Erneuerer ». Aspekte und Motive der französischen Deutschlandpolitik nach dem Zweiten Weltkrieg, Sigmaringen, Thorbecke, 1993, p. 120–126 (115–156).

28 Tél. Bonnet n° 3695, Washington, 9 juin 1945, et correspondance française, de Bonnet surtout, à partir du 7 juin 1945, Allemagne, vol. 75. Sur Murphy et les Français pendant la guerre, Duroselle, Jean-Baptiste, L'Abîme 1939–1945, Paris, Imprimerie nationale, 1982 ; Lacroix-Riz, Industriels et banquiers, index.

29 Lacroix-Riz, Le Vatican, chapitres 5 et 11 ; idem, La reconstitution du syndicalisme ouest-allemand. Stratégies occidentales et triomphe américain 1945–1949, dans Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes (chirm), I. 1945–1946. Débats de fond et prédominance de l'action souterraine, n° 36, 1989, p. 65–92 ; II. Vers la fusion syndicale trizonale; Combats d'arrière-garde français et offensive américaine, 1947–1949, n° 39, 1990, p. 35–70 ; idem, Politique scolaire et universitaire en Allemagne occupée, 1945–1949 (dans les quatre zones),

prétendaient bornée à l'utilisation « des nazis de moindres grades » imposée par les besoins de « la politique d'expediency ».³⁰ Murphy, devenu le conseiller du commandant en chef Clay, incarnait aussi, comme celui-ci, une politique de reconstitution politique (et économique) du Reich à laquelle la France rechaignait.

De Koenig au Quai d'Orsay, le général Clay, commandant en chef de la zone d'occupation américaine jusqu'en mai 1949, établit le consensus dans la détestation. Bonnet s'y joignait, malgré son inclination à l'aveuglement volontaire sur la nature de la politique allemande des États-Unis, qu'il s'obstinait à déclarer compatible avec leur grande bienveillance pour les Français. Non-dénazification de l'Allemagne, dans tous les domaines politiques et culturels, reconstruction politique sur la base d'une parfaite continuité, sans parler du réarmement ou de la reconstruction économique prioritaire du Reich, inspiraient des commentaires aigres sur ce francophobe déclaré. Là où John Foster Dulles usait parfois des promesses ou des caresses (particulièrement sur la Ruhr ou le « désarmement »), Clay ne dissimula jamais son mépris pour une France traitée d'emblée en quantité négligeable. Il se vanta, légitimement, en décembre 1945, « d'avoir bientôt les moyens de passer outre aux objections » de Paris contre « les administrations centrales ».³¹ Il distribuait des coups de règle et donnait avec « une simplicité brutale » (général Koeltz), des leçons à ce garnement auquel il ne cacha par ailleurs presque rien de l'avenir économique ouest-allemand fondé sur la Ruhr³² : « La France s'est [...] mise elle-même en dehors du gouvernement quadripartite de l'Allemagne et même de l'Europe. [...] Elle] a été obnubilée par son désir d'annexion et de séparatisme des territoires rhénans. Elle s'est placée ainsi au rang de la Pologne en attendant qu'on lui remette ces territoires en toute direction et contrôle. Là est [...] la véritable raison de l'opposition française aux organismes centraux. La France n'a pas compris le rôle européen que nous voulions lui faire jouer à Berlin, tant pis pour elle, nous gouvernerons sans elle », etc.³³ L'audace verbale de Clay à la fin de 1945 donne une idée de celle qu'il pratiqua de 1947 à 1949, entre l'aube de l'ère Marshall, sur fond de rupture quadripartite, et la signature des accords de Washington d'avril 1949 (sur le Pacte atlantique du 4, sur l'Allemagne occidentale du 8) : les humiliations ne connurent plus de bornes à l'époque où le vaincu de juin 1940, emprunteur débridé et plus que jamais

dans Clemens, Gabriele (sous la dir.de), *Kultur im besetzten Deutschland 1945–1949*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 1994, p. 131–184.

30 Dépêche de Lacoste n° 1471, Washington, 29 septembre 1945, Allemagne, vol. 75.

31 Tél. 67–68 de Tarbé de Saint-Hardouin, Berlin, 13 décembre 1945, États-Unis, vol. 171.

32 « La France ne devait pas compter sur une organisation spéciale de la Ruhr. Le Gouvernement allié de Berlin a besoin de la Ruhr pour la vie économique de l'Allemagne, il n'entend accepter aucun contrôle extérieur nouveau restreignant sa souveraineté. La zone française, de minime importance économique, peut être laissée sans inconvénient en dehors du schéma actuel. » Réf. n. suiv.

33 Dépêche de Koeltz, secrétariat général pour les AAA, à la direction économique du MAE, Paris, 21 décembre 1945, transmission du tél. 416 de Berlin du 20, Allemagne, vol. 75.

obsédé par l'ennemi intérieur, entra en phase de dépendance maximale à l'égard de Washington.³⁴

Les hauts fonctionnaires (pas seulement Henri Bonnet) prisait la thèse « de son désaccord avec le Département d'État » présumé francophile³⁵, mais ils ne faisaient pas toujours semblant de prendre pour argent comptant son emphase anti-rouge, sa surenchère antisoviétique et son recours permanent au discours de Guerre froide, débridés depuis 1947.³⁶ Ils ne trouvaient rien à redire au propos tenu en octobre 1947 par le commandant en chef britannique Robertson (moins sincère en présence des Américains) au général Noiret, collaborateur de Koenig, à la veille d'une rupture avec les Soviétiques et d'une volonté américaine de maintien à Berlin qui inquiétait Londres autant que Paris : « Clay et ses collaborateurs ont tendance [à...] user constamment de la [...] (*sic, pour menace, sans doute*) de recourir dans la zone américaine à des mesures unilatérales » - symbole d'une politique de puissance américaine indifférente aux alliés officiels, Angleterre comprise.³⁷ De nombreux diplomates en poste balayaient le paravent du militaire capricieux et autonome, tel François Seydoux, à Berlin, catégorique, fin octobre, sur l'harmonie entre Clay et Washington : sa déclaration du 28 octobre 1947 sur la volonté américaine de « rester à Berlin » sans souci des « concessions [ou] compromis » inutiles, présentée en termes très provocateurs à l'égard de l'URSS, n'avait été faite « nullement par désir ou par ambition personnelle, mais sur la demande du Gouvernement des USA (*sic*) ».³⁸

Bonnet l'admit à l'intention de son correspondant habituel, le secrétaire général du Quai d'Orsay Jean Chauvel, fin mai 1948, alors que la France, représentée à Londres par Massigli, s'apprêtait à cautionner, par sa signature, une politique qu'elle estimait inacceptable, dans les domaines économique, politique et militaire, et qui serait appliquée dans le cadre d'une Trizone impliquant abandon de toute autonomie de la « zone française » : « on a beaucoup dit que le général Clay était intégralement responsable de l'orientation de la politique américaine en Allemagne. Les raisons pratiques qui [...] l'ont conduit à adopter l'attitude que vous connaissez correspondent malheureusement aux conceptions théoriques qu'entretiennent les fonctionnaires chargés de définir la politique européenne de

34 Lacroix-Riz, Annie, *Le choix de Marianne. Les relations franco-américaines de 1944 à 1948*, Paris, Editions Sociales, 1986 ; idem, *Puissance ou dépendance française? La vision des « décideurs » des Affaires étrangères en 1948-1949*, dans Girault, René ; Frank, Robert (sous la dir. de), *La puissance française en question! 1948-1949*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1988, p. 53-76 ; travaux cités sur la période, notamment sur le réarmement et sur l'économie, et infra.

35 En l'occurrence sur la volonté de demeurer à Berlin malgré la rupture quadripartite attendue, extrait du rapport de la mission française de liaison près de l'EUCOM pour la période du 16 au 31 octobre 1947, Allemagne, vol. 77, politique américaine, mars-novembre 1947, MAE.

36 Lacroix-Riz, Annie, 1947-1948. Du Kominform au « coup de Prague », l'Occident eut-il peur des Soviétiques et du communisme?, dans *Historiens et géographes*, n° 324, août-septembre 1989, p. 219-243.

37 Tél. Seydoux n° 1009, Berlin, 31 octobre 1947, Allemagne, vol. 77.

38 Tél. anonyme 140 de Berlin, 28 octobre, et Seydoux 1001, Berlin, 30 octobre 1947, Allemagne, vol. 77.

l'Amérique, notamment vis à vis de l'URSS. L'Allemagne, dotée de nouveau d'institutions politiques, doit, à leurs yeux, être intégrée dans l'Europe occidentale face au bloc de l'Est. »³⁹

« *Dénazification* » et reconstitution des institutions politiques

Sur cette base, la dénazification fut conforme à ce qu'avaient annoncé en pleine guerre les églises chrétiennes américaines, qui muèrent, dès sa fin, leurs homologues allemandes en guides anti-nazis *a posteriori*. Ici comme dans tous les domaines, l'année 1946 fut flamboyante. Elle se ferma sur la création *ex nihilo* par la presse sous licence américaine du « triumvirat de résistance » catholique formé par le cardinal Faulhaber (archevêque de Munich), von Galen (évêque de Munster) et von Preysing (évêque de Berlin), mythe dont *La Croix* fut un des diffuseurs en France.⁴⁰ L'œuvre, également conduite en compagnie de l'Église protestante en général et du pasteur Niemöller en particulier, aboutit à une renazification totale, pratiquement achevée au moment où fut constituée la RFA.⁴¹ Toutes les institutions connurent la même évolution, magistrature, enseignement, instances de « dénazification », partis politiques, syndicats (pour lesquels le SPD obtint des Américains des ménagements que ceux-ci n'estimaient pas nécessaires dans la sphère gouvernementale, confiée à l'ancien *Zentrum*), etc.

La France fut confrontée depuis l'été 1945 aux projets de restitution américaine de la souveraineté à l'héritier occidental du Reich, projets d'« accords négociés » ou de « paix séparée ». La Guerre froide commençante en menaçait la discrétion. Les paravents idéologiques de la Guerre froide officielle, de péril rouge intérieur, aussi absent qu'en 1933, en « ogre soviétique » mythique, et la faiblesse de la France alignée sur son puissant allié depuis la rupture officielle du quadripartisme en Allemagne levèrent entre 1947 et 1949 tous les obstacles à cette restauration sans faille.⁴² Aucun diplomate français n'était dupe du loup-garou bolchevique dont Clay et son entourage faisaient un usage quotidien. Le consul de France à Stuttgart et Tübingen, Pierre d'Huart, avait annoncé le 20 mars 1947, à propos des œuvres en cours à Francfort de l'Américain Pollock, professeur de droit constitutionnel à l'université de Michigan, autre expert-ès-constitutions et créateur du Länderrat, l'avenir proche de la reconstitution étatique de l'héritier occidental du Reich. Huart, auquel son très mauvais traitement par les Américains conférait un jugement acéré, démentit leurs prétentions à refaire celui-ci à leur image et l'inertie prétendue des « fonctionnaires allemands » dont Pollock déplore en conférence de presse la trop modeste initiative : « C'est faire preuve de peu de don d'observation. Comme au temps de la bureaucratie prussienne, c'est la bureaucratie allemande restaurée par les Américains qui reformera l'unité alle-

39 Note du 24 mai 1948, Washington, correspondance particulière d'Henri Bonnet, janvier 1948–janvier 1953, Papiers d'agents, archives privées, MAE.

40 Tagesspiel cité par *La Croix* du 28 novembre 1946, Allemagne, vol. 68 (et toute cette série).

41 Lacroix-Riz, *Le Vatican*, chapitre 11 et Églises.

42 Poidevin, Raymond, *La nouvelle politique allemande de la France (juin 1948–avril 1949)*, dans *Mélanges en l'honneur de Jean-Baptiste Duroselle*, Paris, 1986, p. 203–216 ; Lacroix-Riz, réf. n. 29.

mande beaucoup plus que les multiples institutions plus ou moins démocratiques qui leur sont imposées par le peuple du Nouveau Monde. »⁴³

La tactique de retardement française s'effondra en 1948, à la suite des « conversations de Londres » tripartites (23 février–6 mars puis 20 avril–1er juin.⁴⁴ Au terme de cette étape décisive de la récupération de la souveraineté et de « l'égalité des droits » allemandes, aspect militaire inclus, l'ambassadeur de France à Londres Massigli, chargé de « négocier » avec l'Américain Lewis Douglas et l'Anglais Strang, énonça : 1° l'impuissance totale de la France ; 2° l'intérêt qu'elle avait à s'y résigner en faisant contre mauvaise fortune bon cœur (je néglige ici l'expression décorative de son espoir que les choses s'arrangeassent « avec le temps » du point de vue du « contrôle » de l'Allemagne occidentale en général et des « intérêts français [...] dans la Ruhr » en particulier) : les Anglo-Américains « sont décidés à aller de l'avant même sans nous. Si la France s'abstient, le programme qu'ils ont mis au point sera appliqué quand même; la survie économique et politique de la zone française isolée est impossible » ; les « politiques américaine et britannique en Allemagne » ayant été, « en dépit des désaccords passés » soudées par la Bizone, l'abstention française pourrait « renforcer la solidité du[dit] bloc », etc. Bref, « quelles que soient les insuffisances dont je suis pleinement conscient, de l'accord, voire les risques qu'il peut entraîner, le rejet comporterait des inconvénients infiniment plus graves. C'est pour cette raison que je que souhaite qu'en définitive le gouvernement et le parlement décident de l'accepter. »⁴⁵ Massigli renouait ainsi avec ses tendances face au Reich d'avant-guerre, où sa réputation de fermeté avait reposé sur une légende – ou plutôt sur la comparaison avec le capitulaire sans complexe Georges Bonnet, forcément favorable à certains hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay qui, à défaut de fermeté, montraient parfois de la lucidité sur les enjeux et les rapports de forces.⁴⁶

De la totale impuissance française Bidault préféra ne pas endosser la paternité, laissant fin juillet 1948 sa place au plus docile Schuman. Aussi soucieux que Bonnet de ne pas indisposer Washington, sur ce terrain comme sur presque tous les autres (le colonial partiellement exclu), ce rival – la haine mutuelle des deux hommes était notoire – couvrirait tous les aspects de la restauration politique des zones occidentales, réarmement *stricto sensu* inclus.⁴⁷ La France avait elle-même

43 Dépêche du 20 mars 1947, Tübingen (et celle du 14 sur le harcèlement américain contre la présence du consulat français à Stuttgart), Allemagne, vol. 77, occupation américaine, mars–novembre 1947, MAE.

44 Y 1944–1949, conférence tripartite de Londres, vol. 300 (1^{ère} session) et 304–306 (2^{ème} session), MAE.

45 Tél. 2174–2182 à Bidault, Londres, Y 1944–1949, vol. 306, conférence tripartite de Londres, 3–14 juin 1948.

46 Merlac, Éric, *La France et la guerre d'Espagne 1936–1939*, excellent mémoire de maîtrise, sur la base des archives du MAE, Université de Toulouse-Le Mirail, 1990 ; Adamthwaite, Anthony, *France and the coming of the Second World War 1936–1939*, Londres, Frank Cass, 1977, p. 149 et index ; Lacroix-Riz, *Le Vatican*, p. 368.

47 Sur Robert Schuman colonial, Lacroix-Riz, Annie, *Les Protectorats du Maghreb entre la France et Washington du débarquement à l'indépendance 1942–1956*, Paris, L'Harmattan,

pratiqué d'emblée dans sa zone d'occupation, « repaire de fonctionnaires vichyssois » militaires et civils⁴⁸, une politique « catholique » qui annulait tous ses efforts en faveur d'une éventuelle « dénazification » ou « démocratisation » (la même politique d'occupation qui avait assuré sans peine le triomphe des éléments pangermanistes, nazifiés au fil des ans, au temps où elle avait été le vrai vainqueur).

Elle ne fut en rien associée à l'élaboration du « statut d'occupation », que Londres sembla discuter avec Washington, mais ne discuta point, se contentant de s'aligner sur les desiderata du prêteur et du seul maître véritable de la trizone. Au néant du « contrôle » sur lequel bavardait Paris n'échappa pas même la politique scolaire. Le « statut d'occupation », futur cadre constitutionnel de la RFA, « ne donnait absolument aucun pouvoir en matière d'éducation » : c'est ce qui ressortit d'une discussion très humiliante, le 20 août 1948, entre Raymond Schmittlein, directeur depuis 1945 de l'éducation en zone française, Birley et Grace, conseillers culturels respectifs des commandants en chef britannique et américain. Débat où, selon la coutume, le second endossa seul la responsabilité du veto à la France, tandis que le troisième se tenait coi.⁴⁹

« Le texte actuel du statut d'occupation nous laisse à peu près désarmés », constata une note du 2 février. Excellent jugement confirmé par les Accords de Washington d'avril 1949, qui abolirent, résuma avec simplicité Tarbé de Saint-Hardouin, « le contrôle de l'instruction publique allemande », exclu des « matières réservées » aux alliés. Les Français affectèrent de s'en satisfaire, comme d'à peu près toute question réglée en dehors d'eux et contre eux, le terrain militaire étant le dernier où cette satisfaction s'afficha. Le consul de France à Munich, Keller, venait de tirer du « fait accompli de la Trizone » la curieuse conclusion : « Puisque nous avons été obligés à passer sous les fourches caudines américaines et à consentir une fusion économique, il est indispensable que nous en tirions un minimum d'avantages et tout particulièrement sur le plan culturel ».⁵⁰

1988, p. 49–180 ; pour le reste, idem, Sécurité française et menace militaire allemande avant la conclusion des alliances occidentales [...] 1945–1947, dans *Relations internationales*, automne 1987, p. 289–312 ; idem, Vers le Plan Schuman. Les jalons décisifs de l'acceptation du réarmement allemand (1947–1950), dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, I. De la reconstruction prioritaire au réarmement, n° 155, juillet 1989, p. 25–41 ; II. Paris et le projet américain de réarmement de l'État allemand, n° 156, octobre 1989, p. 73–87 ; idem, La France face à la menace militaire allemande au début de l'ère atlantique. Une alliance militaire redoutée, fondée sur le réarmement allemand (1947–1950), dans *Francia*, vol. 16, cahier n° 3, mai 1990, p. 49–71 ; idem, La France face à la puissance militaire ouest-allemande à l'époque du Plan Pleven (1950–1954), dans *chirm*, n° 45, 1991, p. 95–143 ; idem, La perception militaire de l'URSS par l'Occident au début des années cinquante. Peur de l'Armée rouge ou « ogre soviétique »?, dans *chirm*, n° 46, 1991, p. 19–61.

48 La Sainte Alliance, dans *Franc-Tireur*, 27 décembre 1945, *Allemagne*, vol. 67, questions religieuses et relations avec le Saint-Siège, MAE ; Lacroix-Riz, *Politique scolaire*.

49 Note Schmittlein à Koenig n° 5883, 26 novembre 1948, *Allemagne*, vol. 103, *Instruction publique et vie culturelle*, avril 1948–janvier 1949, MAE ; Lacroix-Riz, *Politique scolaire*.

50 Lettres n° 159/POL, Paris, 2 février, de Tarbé de Saint-Hardouin n° 513, Baden-Baden, 5 mai, de Keller à de Juniac, de la Direction des Relations culturelles, Munich, 14 avril 1949,

Conclusion

Comme dans l'entre-deux-guerres, la politique française oscilla entre 1945 et 1949 entre mauvaise humeur et tendance à la capitulation, tendance qui triompha à l'ère François-Poncet. L'émissaire direct du Comité des Forges nommé à cet effet ambassadeur à Berlin entre 1931 et 1938, conseiller national de Vichy, « conseiller économique » de 1948 puis haut-commissaire de 1949 dans la jeune RFA, avait été appelé à faire pour les sidérurgistes français dans la Ruhr ce qu'il avait fait avant-guerre dans la Sarre du plébiscite de 1935. Il cédait volontiers à la polémique voire à la condamnation emphatique mais capitulait toujours.⁵¹ Il n'y avait guère que du dépit dans ses coups de colère, ses sarcasmes sur la Ruhr et sur le réarmement *stricto sensu* de la partie occidentale du Reich, ainsi à l'été 1953 quand la RFA d'Adenauer fut invitée en grande pompe à Washington (alors que l'armée Blank [ministre de la Guerre officieux] était déjà sur pied) : l'équipe gouvernementale allemande est, grinça le haut-commissaire français, « surtout sensible au rôle que joue l'armée dans la politique américaine et rêve, désormais, de bâtir en Allemagne un autre Pentagone, peut-être un décagone. C'est déjà d'Amérique que l'Allemagne, au début de ce siècle, a rapporté la notion du 'Kolossal', le souci de battre les records et la manie des grandeurs. »⁵² Comme le disait en octobre 1949 son adjoint Armand Bérard, dont l'expérience à la délégation française à la commission d'armistice de Wiesbaden, sous l'Occupation, avait accru la germanophobie et qui le haïssait : « Le peuple allemand lui paraît trop actif, trop entreprenant pour que nous puissions lui résister. Comme il y a dix ans, il cherche à s'entendre »⁵³, à ceci près que la « négociation » avait été conduite après 1945 surtout par Washington.

Allemagne, vol. 104, Instruction publique, février-juin 1949, MAE ; Lacroix-Riz, Politique scolaire.

51 Références de la note 2.

52 Tél. n° 3296-3300, Bonn, 21 juin 1953, Europe généralités 1949-1955, vol. 25, CED, mars-juin 1953, MAE.

53 Bérard, Armand, Un Ambassadeur se souvient. Washington et Bonn 1945-1955, Paris, Plon, 1978, p. 229.